

IL SE REDÉPLOIE À L'ÉTRANGER

La nouvelle vie de Chakib Khelil

Alors qu'on le croyait à la retraite, l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, a surpris tout le monde en participant au cours de cette semaine à la conférence et exposition sur les secteurs minier et pétrolier en Mauritanie, en qualité de directeur non exécutif d'une société de droit britannique, Ame Trade. Cette société est le principal organisateur d'événements dans le secteur de l'énergie sur tout le continent africain.

Lors de la cérémonie d'ouverture de l'événement, Chakib Khelil est intervenu devant une assistance composée de représentants de grandes sociétés spécialisées dans les hydrocarbures et les mines.

Il a indiqué dans son allocution que la Mauritanie constitue l'un des pôles pétroliers et gaziers du monde, «ce qui suppose un intérêt accru pour elle et une éclosion de nouvelles idées visant à consolider l'investissement dans les domaines des mines et des gisements», a-t-il ajouté.

Autrement dit, Chakib Khelil a expressément manifesté son intérêt

pour accompagner l'investissement mauritanien en matière d'énergie.

Il travaille pour ses anciens clients

Ame Trade Ltd est inscrite depuis le 12 janvier 2006, au registre de commerce sous le numéro 05672786. Son siège social est domicilié à United House 39-41, North Road à Londres.

Son fondateur, Dan Coberman, est un ancien responsable au niveau d'ITE, une autre société britannique, spécialisée dans l'organisation des événements dans le secteur de l'énergie. ITE a longtemps travaillé

en Algérie, avant le départ de Chakib Khelil. Le dernier événement en date est la participation à l'organisation du GNL16, organisé en 2010 à Oran.

A travers Ame Trade, Chakib Khelil a reproduit le modèle utilisé auparavant par la société anglaise CWC, qui a dépouillé Sonatrach lors de l'organisation, en 2008, de la 4^e semaine de l'énergie.

CWC avait alors créé une joint-venture algérienne (CAC) en association avec une société de communication qui était au bord de la faillite.

L'accord conclu alors avec Sonatrach consistait à organiser l'événement et partager les revenus : 40% pour CAC-CWC et 60% des bénéfices devaient revenir à Sonatrach. Mais en réalité, CWC a encaissé sur ses comptes londoniens l'ensemble des participations des sponsors (des millions de dollars) et les frais de participation des sociétés étrangères et

nul n'est en mesure d'évaluer les revenus de cette société. Par conséquent, Sonatrach ne pouvait réclamer plus que ce que lui offrait CWC.

Ce modèle est actuellement reproduit par la société que dirige Chakib Khelil.

Ame Trade Ltd est l'organisateur de plusieurs événements en Afrique, en collaboration avec des sociétés locales, manquant d'expérience dans cette activité et de réseaux internationaux pour inciter les grands exposants à prendre part aux événements organisés.

Du coup, il s'avère que Chakib Khelil a bien reproduit les arnaques dont était victime Sonatrach et le secteur de l'énergie.

Aujourd'hui, plusieurs pays africains confient l'organisation de leurs événements énergétiques à Ame Trade qui a réussi à écarter ses autres concurrents sur le continent.

Sonatrach paye encore pour Chakib

Le plus impressionnant dans les activités de Chakib Khelil est sans doute l'événement qui sera organisé la semaine prochaine à tripoli en Libye. L'exposition est co-organisée par Ame Trade et une société locale, Waha expo, et on doit s'attendre à une participation limitée des entreprises étrangères, en raison de la situation sécuritaire qui prévaut dans ce pays, notamment depuis l'assassinat de l'ambassadeur américain.

En dépit du fait que cet événement n'a aucun impact sur la vie énergétique dans la région du Maghreb, Sonatrach s'est impliquée en qualité de sponsor dans l'événement. Par conséquent, le chèque que devra remettre Sonatrach atterrira directement dans le compte d'Ame Trade, que dirige Chakib Khelil.

Mokhtar Benzaki

FIN HIER DU DÉLAI DE DÉPÔT DES LISTES DE CANDIDATURES DES PROCHAINES MUNICIPALES

Les partis face à l'exigence de la base

Hier, à minuit, a pris fin le délai imparti par l'administration pour le dépôt des listes de candidatures pour les municipales du 29 novembre prochain. Au niveau des états-majors des partis politiques l'ambiance était électrique à l'image de ce qui s'est passé chez le FLN.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est la course contre la montre. Les partis politiques n'arrivent pas à sortir la tête de l'eau. La confection des listes de candidatures est un véritable casse-tête chinois. Ainsi et à chaque rendez-vous électoral, nombreuses sont les formations politiques qui font face à quelques problèmes internes. Comme lors des législatives du 10 mai dernier, la course pour le recueil des candidatures des municipales du 29 novembre prochain donne du fil à retordre aux états-majors

de l'ensemble des formations politiques. Premier obstacle à éviter : limiter au grand maximum les conséquences de la colère de la base militante. A ce propos, il est rappelé que la confection des listes électorales a été très souvent à l'origine de cette levée de boucliers. Le phénomène est tel qu'aucune formation politique n'a été épargnée par la fronde. Une fronde qui a engendré, chez certains partis, des démissions en cascade. C'est le cas du vieux parti, le FLN. Hier, le parti que dirige Abdelaziz Belkhadem a connu une situation très particulière, voire même très agitée. Des militants de base, notamment ceux de la capitale ont improvisé un regroupement au niveau de l'hôtel Mouflon d'Or, lieu où se tenait la réunion de la commission nationale de validation des candidatures. Les contestataires ont reproché au secrétaire général du parti d'avoir «imposé dans les différentes listes de candidatures des

noms qui ne sont même pas originaires de leurs circonscriptions électorales». Autre situation qui a soulevé la colère de la base militante : les cadres et militants, dont les noms ne figurent pas en bonne place dans les listes électorales, notamment pour les premières places. Le même phénomène est perçu au niveau des autres partis politiques. C'est le cas à titre d'exemples du parti du RND et à un degré moindre de certaines formations politiques d'obédience islamiste. Pour rappel, l'ouverture des candidatures aux sympathisants du RND pour les élections locales, des sources estiment que la «direction du parti a fait ce choix en raison du sérieux rétrécissement de sa base après les législatives du 10 mai dernier».

Concernant ce dernier point, on apprend de source sûre que la non-participation du parti TAJ d'Amar Ghoul a relancé la course des partis islamistes à l'image du MSP. Ce dernier,

selon des analystes, compte capitaliser au «grand maximum l'absence du frère rival pour confirmer sa place de leader de la mouvance islamiste». D'ailleurs, des indiscretions proches de ce parti laissent croire que le parti du MSP n'a toujours pas finalisé ses listes. «Nous avons travaillé jusqu'à hier 2 heures du matin et nous poursuivons toujours le travail», nous a confié une source proche de ce parti qui a voulu garder l'anonymat. Et d'ajouter : «La confection des listes se fait en collaboration avec les partis alliés, soit ceux de l'Alliance verte».

Cela étant, il n'en demeure pas moins que la bataille électorale du 29 novembre prochain sera très rude, voire même très musclée. La raison ? Contrairement aux législatives, les municipales se distinguent par le fait que le facteur proximité constitue la véritable ligne de démarcation entre les candidats et leurs électeurs.

A. B.

CLIMAT D'AFFAIRES LOURD, OPPOSITION DES AVOCATS ET MÉDIOCRITÉ DES MÉDIATEURS

La médiation a du mal à se frayer un chemin en Algérie

«Conflit d'intérêt» — les avocats verront leurs chiffres d'affaires baisser si le recours à ce mode alternatif de règlements des litiges se développe —, ou «médiocrité» des médiateurs, du moment que la loi n'établit pas des critères rigoureux pour la désignation de ces nouveaux auxiliaires de la justice et laisse la porte entrouverte aux opportunistes de tous bords ?

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et l'Association des avocats pour un barreau pluriel de Paris organisent, depuis hier à la salle Hoggar de l'hôtel Hilton d'Alger, deux journées d'études sur les modes alternatifs de règlements des litiges et l'arbitrage.

Les travaux de ces Journées, qui s'achèvent aujourd'hui, portent sur l'exercice encore balbutiant de ces modes alternatifs en Algérie (médiation, conciliation et arbitrage) et les possibilités d'échange avec les Français dont l'expérience en la matière est relativement récente également.

Un panel d'avocats, Algériens et Français, a donc analysé la pratique de la «médiation» notamment,

et ce, depuis son institutionnalisation en Algérie en 2009. Et de conclure : «Ce sont les avocats qui bloquent l'essor de ce mode alternatif de règlement des litiges.»

Deux explications ont été données par les intervenants. D'abord, les incohérences de la réglementation en vigueur — «le ver est dans le fruit !», dixit P^r. Ali Boucheneb — car, ne définissant pas des critères rigoureux de recrutement des médiateurs.

«Les juges se sont ainsi retrouvés à désigner des notaires ou des greffiers à la retraite, sans aucune formation dans le domaine, des imams ou d'anciens édiles qui cherchent à ce recycler dans d'autres fonctions sociales etc.», a avancé maître Nacer-Eddine Lezzar.

Ensuite, l'opposition des avocats qui voient d'un mauvais œil le rôle du médiateur. «Le barreau d'Alger aurait même donné une directive à ses avocats de ne pas recourir à la médiation», a révélé maître Farid Benbelkacem. Les avocats pensent que ce mode de règlement des litiges va les exclure de bien de procédures si les litiges sont résolus à ce stade, ce qui engendrera un important manque à gagner.

Une autre explication a été donnée à ce retard dans l'exercice de

la médiation, notamment conventionnelle, pratiquée dans le monde des affaires, par le P-dg de la SNTF.

Le manager est intervenu dans les débats en posant une question lancinante : «Vu l'ambiance de suspicion qui règne dans le contexte actuel et, pratiquement depuis l'amendement du code des marchés publics, les managers appréhendent lourdement les accords à l'amiable qui sont assimilés plutôt à de la corruption.

Quel avantage tirera un manager en allant vers une médiation ?». La réponse donnée par le P^r Ali Boucheneb a sonné comme un appel au législateur de dépénaliser l'acte de gestion : «Pour ce qui est des avantages, c'est clair. L'entreprise gagne du temps et de l'argent. Or, il faut qu'un cadre juridique adéquat soit mis en place.

Nous devons protéger le patrimoine des entreprises et les deniers publics mais un cadre juridique doit légitimer la médiation, sécuriser les opérateurs économiques et donner les orientations de base et imposer les contraintes au médiateur pour ce qui est de son impartialité, son indépendance et sa formation.»

L. H.

À propos du film Zabana !

(Suite et fin)

Avec tout le respect que nous devons à l'engagement militant de M. Boudina, durant la guerre de Libération nationale, nous sommes au regret de constater que les faits incriminés par ce valeureux moudjahid évoquent un film que nous n'avons pas réalisé et, encore moins, vu ! Notre enquête remonte, pour être plus précis, à la rencontre avec Kateb Yacine et Ali Zamoum, en juin 1985, à Paris !... Par la suite, et lorsque l'idée du film se fit plus précise, soit deux décennies plus tard, nous avions entamé un travail d'investigation, qui nous a permis de rencontrer, entre autres, aussi bien des compagnons d'Ahmed Zabana que son mandant juridique ainsi que le gardien algérien à Serkadji, le défunt Boualem Debbah dit «Boualem Prison», lui-même emprisonné par la suite à El-Harrach, jusqu'à l'indépendance. Nous aurions puisé dans l'excellent témoignage transcrit dans *Rescapé de la guillotine* (éd. Anep 2008) par M. Mostefa Boudina, sauf que sur le chahid Ahmed Zabana, nous n'avions pu trouver que deux lignes et demie (page 45) ! Il est vrai que le sujet du récit, fait par M. Boudina, concerne une autre époque, celle allant de 1958 à 1960 et circonscrite à la région lyonnaise, à la prison de Mont Luc, plus précisément. Emouvant témoignage qui vient compléter, toujours sur ce même sujet, celui initié par Moussa Lachter *La guillotine, journal d'un condamné à mort* (éd Maspéro. 1962). Quant à nos sources, pour ce qui est de la documentation française, elles relèvent de la stricte confidentialité, pour les raisons que l'on peut deviner, mais ont été corroborées par une historienne française présente au

dernier Salon du livre d'Alger, en septembre dernier. Toutefois, la réalisation de ce film ne fait pas de nous les détenteurs d'un quelconque monopole sur l'histoire du supplice enduré par nos glorieux martyrs. Mais nous en tirons, quand même, une source de légitime fierté quand nous voyons que l'Académie des Oscars, à Los Angeles, a officiellement immortalisé le nom de Zabana, en rendant publique, mardi dernier, la liste des films en lice pour l'Oscar du meilleur film étranger. Comme nous avons aussi été touchés par l'accueil fait au film à Toronto, par des Indiens, des Iraniens et autres «Damnés de la terre» sur cette terre canadienne. Sans parler des larmes des moudjahidate et des moudjahidine présents à la première du film (ouverte aussi au public associatif), le 30 août dernier à la salle El-Mouggar, à Alger. En attendant la sortie nationale du film dans les jours à venir. Nous serons aussi au festival de Dubaï et bientôt dans les salles en Italie, ceci pour la seule année 2012. Pour 2013, si Dieu le veut, d'autres moissons s'annoncent à l'horizon. Pour le reste, le débat est libre mais la critique, aussi aisée soit-elle, doit être ciblée. Merci.

L'équipe du film Zabana !

P. S. : Par ailleurs, en remettant en question l'histoire de la guillotine qui s'était arrêtée deux fois, M. Boudina entre en contradiction avec ce qu'il a lui-même cité dans son livre, en reproduisant le témoignage de M^r Zertal «(...) Le bourreau actionne la guillotine, le couperet tombe et s'arrête brusquement à deux doigts de son cou. (...) La grâce de Dieu est refusée par une obscure autorité».(in *Rescapé de la guillotine* par Mostefa Boudina. p. 124).